



François VILLEROY de GALHAU, proposé au poste de Gouverneur de la Banque de France

Par un communiqué publié le 8 septembre 2015, le Président de la République a proposé la nomination de François VILLEROY de GALHAU au poste de Gouverneur de la Banque de France en remplacement de Christian NOYER dont le mandat vient à échéance le 31 octobre 2015. Cette nomination devant être validée par le Parlement, François VILLEROY de GALHAU sera prochainement auditionné par les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat. Rappelons qu'en mai 2015, François VILLEROY de GALHAU s'était vu confier par le gouvernement une mission sur le financement de l'investissement des entreprises en France et en Europe. Il a présenté le 27 août dernier un rapport d'étape proposant dix orientations : « 1/ améliorer l'accès des TPE au crédit, notamment de trésorerie ; 2/ développer le financement long du besoin en fonds de roulement ; 3/ favoriser l'investissement en actions de l'assurance-vie ; 4/ recréer une instance internationale d'évaluation des effets des règles prudentielles bancaires ; 5/ assurer aux entreprises un continuum des instruments de dette, avec une titrisation sécurisée, les placements privés et les plateformes de prêts directs ; 6/ réviser Solvabilité 2 en faveur des investissements « à risque » ; 7/ développer l'investissement en fonds propres transfrontières, par des mécanismes innovants ; 8/ soutenir des actifs européens en faveur des infrastructures de long terme et de la transition énergétique, 9/ mandater trois task-forces dédiées à trois chantiers structurels de convergence : droit des faillites ; informations sur les PME et scoring de crédit ; protection des consommateurs ; 10/ renforcer la supervision européenne des marchés financiers. »

[Proposition de nomination de François VILLEROY DE GALHAU](#), [Présentation au Premier ministre du rapport d'étape](#), [Le rapport : Le financement de l'investissement des entreprises](#)

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 septembre 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêts directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelles : « [...] à la suite de l'examen annoncé de la limite de la part d'émission fixée dans le programme d'achat de titres du secteur public après les six premiers mois de ces achats, le conseil des gouverneurs a décidé de porter cette part de 25% à 33%, moyennant une vérification au cas par cas que cela ne placerait pas l'Eurosystème en situation de détenir une minorité de blocage, auquel cas la limite de la part d'émission demeurerait à 25%. [...] Les informations disponibles signalent une poursuite, quoi qu'à un rythme légèrement plus faible, de la reprise économique et une remontée plus lente des taux d'inflation par rapport aux anticipations antérieures. Plus récemment, de nouveaux risques à la baisse se sont fait jour pour les perspectives de croissance et d'inflation. Toutefois, en raison de fortes fluctuations sur les marchés financiers et des matières premières, le Conseil des gouverneurs a jugé prématuré de conclure que ces évolutions pourraient avoir une incidence durable sur les perspectives de prix et sur la mise en place d'une trajectoire durable de l'inflation vers notre objectif de moyen terme ou qu'elles devraient être considérées comme essentiellement temporaires. Par conséquent, le Conseil des gouverneurs suivra attentivement toutes les informations pertinentes qui deviendront disponibles. Le Conseil souligne sa volonté et sa capacité d'agir, si nécessaire, en utilisant tous les instruments disponibles dans le cadre de son mandat et rappelle, en particulier, que le programme d'achat d'actifs est suffisamment souple, sa dimension, sa composition et sa durée pouvant être modifiées. Dans le même temps, nous mettrons pleinement en œuvre nos achats mensuels d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros. [...] Ils devraient être effectués jusque fin septembre 2016 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. »

Banque de France

Rue de la Banque n°9 : Comment expliquer la hausse du taux d'épargne des ménages français depuis le début de la crise ?

Le ralentissement du pouvoir d'achat et la hausse du taux de chômage ne suffisent pas à expliquer la faiblesse de la consommation des ménages depuis le début de la crise. Au-delà des autres causes traditionnelles possibles, les ménages pourraient avoir modifié leurs perspectives de revenu permanent. Cette lettre présente le résultat de travaux de recherche menés à la Banque de France.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB_09_Epargne-consommation.pdf

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-1059 du 25 août 2015 pris pour l'application des articles 199 undecies B, 199 undecies C, 217 undecies, 244 quater W et 244 quater X du code général des impôts relatifs aux aides fiscales à l'investissement outre-mer.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031100674&categorieLien=id>

Arrêté du 25 août 2015 pris pour l'application des articles 199 undecies B, 199 undecies C, 217 undecies, 244 quater W et 244 quater X du code général des impôts relatifs aux aides fiscales à l'investissement outre-mer

<http://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2015/8/25/FCPE1516049A/jo>

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2015-1024 du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière.

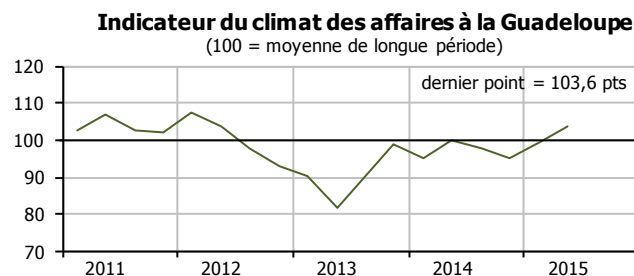
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031070102&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

L'ICA au plus haut depuis juin 2012

En juin 2015, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en hausse pour le second trimestre consécutif. En progression de 3,9 points, il s'établit désormais au dessus de sa moyenne de longue période à 103,6 points, retrouvant son niveau de juin 2012.

Selon les chefs d'entreprise interrogés en juillet, l'activité se porte mieux, excepté dans le secteur primaire et l'industrie. L'offre d'emploi se redresse pour la première fois depuis un an. Cependant, des incertitudes persistent. Le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter. La consommation des ménages se tasse au deuxième trimestre mais se maintient à un bon niveau par rapport à l'année précédente. L'investissement reste limité. Si les chefs d'entreprise sont plus optimistes sur l'évolution de l'activité future, en particulier dans le secteur du commerce et du tourisme, leurs anticipations sur les autres soldes de gestion (charges, trésorerie, délais de paiement) restent négatives.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Augmentation de 33 % du revenu disponible médian entre 2001 et 2011

En 2011, selon la récente publication de l'Insee « Enquête Budget de famille 2011 », le revenu disponible médian s'élève en Guadeloupe à 18 720 euros annuels. Entre 2001 et 2011, il a augmenté de 33 %, soit une hausse plus dynamique qu'en France métropolitaine et dans les autres Départements Français d'Amérique (DFA). Le niveau de vie (i-e, le revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation) médian des Guadeloupéens est proche de ceux des autres DFA, il s'établit à 11 760 € annuel en 2011. Sur la période 2001-2011, il a augmenté de 50 %. Cette progression, combinée à une inflation modérée, a soutenu le gain de pouvoir d'achat de 1,7 % en moyenne annuelle. Sur cette même période, les ménages les moins aisés ont bénéficié de modestes gains de pouvoir d'achat, contrairement aux autres DFA où ces ménages ont subi de fortes baisses de pouvoir d'achat. Source : <http://www.insee.fr/>

Le prix du super sans plomb reste stable, celui du gazole baisse légèrement

Le décret n° 2013-1314 du 27 décembre 2013 prévoit que les prix des produits pétroliers et du gaz sont révisés chaque mois en fonction de l'évolution des cours et de la parité monétaire euro/dollar constatées lors du mois précédent. En juillet, la moyenne des cotations du pétrole brut (Brent) est en baisse de 7,20 %. Cette tendance résulte principalement de la production élevée de l'ensemble des raffineries. Les moyennes des cotations du super sans plomb sont stables (-0,6 %) et celles du gazole en baisse de 8 %, le prix de ce dernier produit étant particulièrement affecté par une offre importante sur les marchés. En revanche, les cotations du gaz, basses depuis plusieurs mois, subissent une hausse de 3,8 % en raison de l'augmentation de la demande du fait des meilleures conditions économiques. L'effet de la parité monétaire euro/dollar est quasi neutre, le cours de l'euro face au dollar passant en moyenne de 1,119 en juin 2015 à 1,102 en juillet.

Au 1^{er} août 2015, le prix du super sans plomb s'établit à 1,53 €/l, et est stable par rapport au mois de juillet 2015. Le prix du gazole route s'élève à 1,20 €/l, soit -5 cts/l par rapport à juillet 2015 (1,25 €/l). Source : <http://www.quadeloupe.pref.gouv.fr>

Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier la note « Tendances conjoncturelles » relative au 2^e trimestre 2015. Cette note est téléchargeable librement sur le site : <http://www.iedom.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Lancement du Plan Jeunesse Outre-mer

Le 3 septembre 2015, la Ministre des Outre-mer Georges Pau Langevin et le Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, Patrick Kanner ont lancé le Plan Jeunesse Outre-mer. Le Plan Jeunesse Outre-mer concrétise l'engagement gouvernemental en faveur des jeunes et rassemble deux engagements majeurs qui sont l'emploi et la formation des jeunes. En 2015, les Outre-mer comptent 1 200 000 jeunes, soit près de la moitié de la population globale. Le plan se décline en 110 mesures regroupées autour de différents thèmes que sont la réussite éducative, la transition entre la formation et l'emploi, l'autonomie et la prise d'initiatives des jeunes, l'insertion professionnelle et sociale, la lutte contre la délinquance, et enfin la promotion du « vivre ensemble ». Plus de 300 millions € seront consacrés à la mise en œuvre de ce plan.

27 mesures pour dynamiser le tourisme en Outre-mer

La Ministre des Outre-mer George Pau-Langevin, et le Ministre des Affaires étrangères et de Développement international Laurent Fabius, ont présidé le 22 juillet 2015 la dernière séance du Conseil de Promotion du Tourisme, consacrée aux destinations d'Outre-mer. Le Conseil de promotion du tourisme (CPT) a pour mission de proposer une stratégie pour le tourisme français à l'horizon 2020. Selon le ministère des Outre-mer, le tourisme n'a pas encore, dans l'ensemble des Outre-mer, la place stratégique qui devrait être la sienne. 27 mesures ont été adoptées, regroupées autour de différents thèmes, que sont l'observation et le pilotage de l'activité touristique, « les produits, les expériences et les marques », le positionnement stratégique, la clientèle et l'accessibilité aérienne, la compétitivité des entreprises, l'hébergement, les investissements et les financements, le développement du numérique, et enfin, la formation.

Ouverture d'une nouvelle unité de production d'eau potable au Moule

Le 4 septembre 2015 a été inaugurée une nouvelle unité de production d'eau potable au Moule. Cette nouvelle unité a pour objectif principal la production et la distribution en eau potable pour les habitants du Moule. L'excédent de production sera lui destiné à l'amélioration de la distribution d'eau des autres communes de la Grande-Terre. La construction de cette nouvelle usine faisait partie des différents projets du plan d'urgence lié à la situation préoccupante de l'eau en Guadeloupe, d'un montant de 22 millions €, lancé en septembre 2014 par la Région et le Département.

Séminaire sur la production et la réglementation des énergies renouvelables

Les 7 et 8 septembre 2015, s'est tenu en Guadeloupe un séminaire sur la production et la réglementation des énergies renouvelables. 25 pays et États de la Caraïbe étaient représentés à ce séminaire. Les points abordés étaient principalement liés aux questions économiques et législatives que soulèvent les énergies renouvelables. En 2014, en Guadeloupe, les énergies renouvelables représentent 18,4 % du mix énergétique.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Saint-Martin : signature du contrat cadre du futur contrat de ville 2015-2020

Le 24 juillet 2014, la Présidente de la Collectivité de Saint-Martin Aline Hanson et la préfète déléguée Anne Laubies ont signé le contrat cadre du contrat de ville 2015-2020. Les principaux objectifs de ce contrat sont le développement de la cohésion sociale, de l'éducation et de l'économie. Dans le cadre de ce contrat, deux zones prioritaires ont été sélectionnées : les quartiers de Sandy Ground et de Quartier d'Orléans, qui affichent des conditions socio-économiques difficiles (taux de chômage important, contraintes topographiques, foncières, etc).

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE

| | | | | | Données brutes | Variation mensuelle | Glissement annuel |
|--|--|------------------------------|--------------|------|------------------|---------------------|-------------------|
| Prix (Source : Insee) | Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) | Guadeloupe France entière | Juillet | 2015 | 130,7 127,9 | 0,0 % -0,4 % | 0,9 % 0,2 % |
| Demandeurs d'emploi (Source : Dleccte) | Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS) | | Juillet | 2015 | 58 040 | -0,5 % | 2,2 % |
| Commerce extérieur (Source : Douanes) | Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros) | | Juillet | 2015 | 127,4 1 455,9 | - - | -7,5 % -1,7 % |
| Créations d'entreprises (Source : Insee) | Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises) | | Juillet | 2015 | 322 | -7,2 % | -5,8 % |
| Vulnérabilité des ménages (Source : Jedom) | Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux) | | Cumul annuel | | 2 360 | - | -2,0 % |
| | | | Juillet | 2015 | 19 324 | 0,2 % | -0,7 % |
| | | | | | 298 | -22,6 % | -41,1 % |

INDICATEURS SECTORIELS

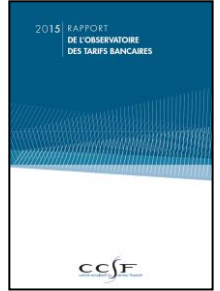
| | | | | | Données brutes | Variation mensuelle | Glissement annuel |
|---|--|--|--------------|------|-------------------|---------------------|-------------------|
| Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe) | Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit) | | Juillet | 2015 | 189 530 | 41,3 % | -0,7 % |
| | | | Cumul annuel | | 1 228 347 | - | 1,5 % |
| Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe) | Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties) | | Juillet | 2015 | 259 156 84 022 | -13,6 % 54,1 % | -4,8 % 15,1 % |
| Immatriculations (Source : Préfecture) | Immatriculations de véhicules neufs | | Août | 2015 | 934 | -30,7 % | 8,0 % |
| | | | Cumul annuel | | 9 512 | - | 2,7 % |
| Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais) | Ventes de ciment (tonnes) | | Août | 2015 | 13 665 | -27,5 % | -1,2 % |
| | | | Cumul annuel | | 131 300 | - | -1,2 % |

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers



Le rapport d'activité 2014-2015 de l'observatoire des tarifs bancaires est paru en septembre. Il réserve un focus aux dispositions législatives sur les tarifs bancaires outre-mer, au rapport « Constans » de juillet 2014 et aux accords de concertation signés en Guadeloupe et en Martinique au premier semestre 2015. Le rapport analyse également l'évolution des tarifs bancaires dans l'outre-mer entre avril 2014 et avril 2015. On observe dans toutes les géographies de la zone IEDOM une baisse des tarifs bancaires. Par ailleurs, pour une majorité de services bancaires les plus couramment utilisés par la clientèle, les tarifs demeurent moins élevés dans les DOM qu'en France métropolitaine. Cette publication est également accompagnée du rapport de l'observatoire des tarifs bancaires du comité consultatif du secteur financier (CCSF) pour la métropole.



Ces publications sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](http://site.de.l'IEDOM)

Emission monétaire

L'Idem, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre mer les billets qui ont cours légal dans la zone euro. Au 31 août 2015, le cumul des émissions nettes de billets en Guyane atteint 3,27 milliards d'euros, correspondant à un volume de 83 millions de coupures. L'émission nette cumulée, soutenue, stabilise néanmoins sa progression sur un an à 7,7 % en volume, et 7,4 % en valeur, contre un taux de croissance annuel moyen de 14,38 % en valeur sur les dix dernières années.

En Guyane, les émissions nettes de billets concernent principalement les coupures de 20 € et de 50 € (respectivement 45,2 % et 25,2 % des billets en circulation dans le département). En volume, la part de la coupure de 50 € augmente de 0,5 point, et celles des coupures de 20 €, 10 € et 100 € diminuent respectivement de -0,3 point, -0,1 point et -0,1 point sur les huit premiers mois de l'année alors que la part des autres coupures reste stable. Le mode de fonctionnement des distributeurs automatiques de billets du département, chargés majoritairement en coupures de 20 € et 50 €, peut expliquer la prépondérance de ces billets dans le département. La valeur moyenne du billet en circulation en Guyane augmente très légèrement à 39,06 € au 31 août 2015 contre 39,03 au 31 décembre 2014.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Carburants

L'arrêté préfectoral établi, à compter du 1er septembre 2015, le prix de vente au détail pour le gazole à 1,33 €/litre (-3 centimes) et à 1,65 €/litre pour l'essence (-4 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 18,64 € contre 18,48 € en août, soit une hausse de 16 centimes.

Prix à la consommation

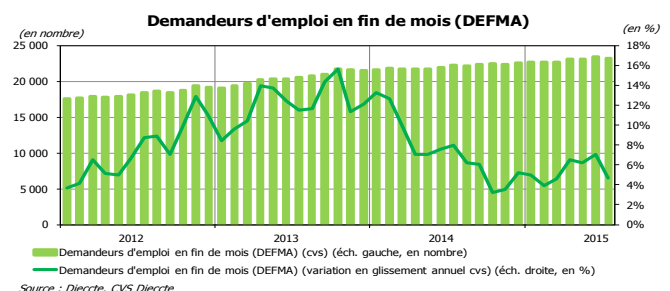
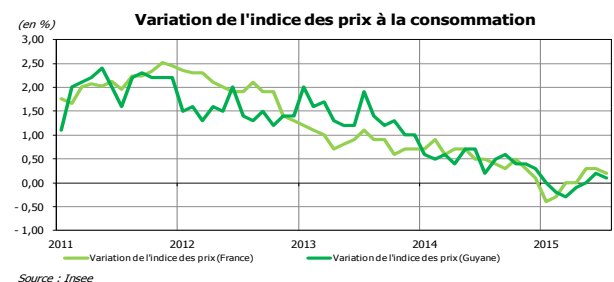
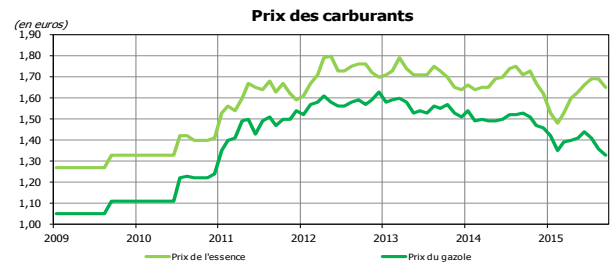
En juillet 2015, les prix à la consommation des ménages en Guyane progressent de nouveau légèrement +0,2 % (après +0,5 % pour le mois précédent). Cette tendance trouve son origine dans l'accroissement des prix des services (+0,7 %), de l'alimentation (+0,3 %).

Sur un an, l'inflation reste stable (+0,1 %). Les prix des produits manufacturés et de l'énergie ont reculé (respectivement -1,4 % et -2,3 %) alors que ceux des services ont augmenté (+1,5 %). En glissement annuel, l'inflation en Guyane se situe à un niveau inférieur aux valeurs constatées en Guadeloupe (+0,9 %), en Martinique (+0,8 %), à la Réunion (+0,2 %), ainsi qu'en France hexagonale (+0,2 %).

Emploi

Selon la publication de l'Acoss (Acoss Stat n° 216), en 2014, à l'instar des trois autres DOM, la Guyane est créatrice d'emplois avec une augmentation de 2,0 % des effectifs salariés du secteur privé en rythme annuel (0,0 % au niveau national). Ces nouveaux emplois concernent les secteurs du transport et entreposage (+8,6 %) et de celui de l'action sociale et de l'hébergement médico-social (+7,2 %). En Guyane, la masse salariale progresse de 3,1 % en rythme annuel contre 1,5 % dans l'hexagone.

En juillet 2015, 23 294 (CVS) demandeurs d'emplois de catégorie A étaient inscrits à Pôle emploi, soit une baisse de 0,9 % (CVS) sur le mois alors que l'on enregistre une hausse de 4,7 % en glissement annuel (CVS).



Contrat de plan Etat-Région

Le contrat de plan Etat-Région 2015-2020 (CPER) a été adopté mercredi 9 septembre par la Région Guyane pour un montant total de 830 millions d'euros avec pour objectif de financer les futurs grands projets d'investissement du territoire. Ce montant est issu d'un financement de l'Etat (223,2 millions d'euros), de la Région (306,7 millions d'euros), du Département (85,1 millions d'euros), de l'Europe à travers le CPER (193,1 millions d'euros), et d'autres partenaires d'investissement (21,8 millions d'euros). Les fonds sont destinés à financer des projets structurants, comme la construction de collèges et lycées, une contribution à la construction d'un second câble sous marin de télécommunication reliant le Portugal, le Brésil et la Guyane. Des financements seront également consacrés à l'amélioration du réseau routier, à la réhabilitation ou l'extension des décharges publiques et au développement et désenclavement de plusieurs communes notamment de l'intérieur.

Visite ministérielle

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, M. Emmanuel Macron, était en déplacement en Guyane du 19 au 21 août. Une visite qui a débuté par la rencontre avec le Préfet et les Présidents de Région et de Département ainsi que la Maire de Cayenne. Outre les visites sur les sites miniers de Bois Violet (Saint Elie) et de la Montagne d'or dans l'Ouest du département, le Ministre a pu échanger avec les responsables de la FedomG (Fédération des opérateurs miniers de Guyane) sur la manière de mieux exploiter les ressources minières de la Région, notamment avec la réforme du code minier. Les professionnels de la filière bois ont pu exposer leurs axes de développement de cette filière d'avenir pour la Guyane. Il s'est ensuite rendu dans le Centre d'Études de la Biodiversité Amazonienne (Labex CEBA), un laboratoire spécialisé dans la recherche sur les propriétés des essences de bois. Le Ministre a conclu son séjour en assistant au lancement d'Ariane 5, puis en se rendant à l'arrivée de la 7^{ème} étape du Tour de Guyane.

Spatial

Le 20 août 2015, Ariane 5, pour son 225^{ème} lancement et quatrième de l'année 2015, a mis sur orbite avec succès, depuis le Centre spatial guyanais (CSG), deux satellites de télécommunications. Le premier, Eutelsat 8 West B (5,2 tonnes), fournira des services de communications pour l'Afrique et l'Est de l'Amérique du Sud et le deuxième, Intelsat 34 (3,3 tonnes), fournira des services internet pour l'Amérique Latine et l'Atlantique Nord. Ce septième lancement de l'année en Guyane signe le 67^{ème} succès consécutif pour le lanceur phare Ariane 5. Les deux entreprises, leaders mondiaux des services de communication par satellites, ont été les premiers clients privés d'Arianespace, une relation de confiance qui dure depuis plus de 30 ans. Ce partenariat avec Arianespace est amené à se prolonger avec une commande de 3 et 4 autres satellites de ces deux opérateurs respectivement Eutelsat et Intelsat. En parallèle, le 12 août, le CNES a donné le coup d'envoi officiel des travaux du futur pas de tir d'Ariane 6 sur le site de La Roche Christine qui s'étendra sur 200 hectares représentant un investissement global de 600 millions d'euros.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

| | | Sur le mois | Indicateurs | Données brutes | Var. mensuelle CVS | Var. sur un an CVS | Sources | |
|------------------------------|--|---|--|-----------------|---------------------------------------|--------------------|-------------|----------------------------------|
| INDICATEURS MACROECONOMIQUES | PRIX | ↑ | Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac) | Juil-15 | 128,3 | [0,2%] | [0,1 %] | Insee |
| | | ↓ | Prix administré du litre d'essence | Sept-15 | 1,65 | [-2,4%] | [-3,5%] | Préfecture/Dieccte |
| | MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX | ↑ | Demandeurs d'emploi (DEFM A) | Juil-15 | 23 319 | [0,6%] | [4,7%] | Pôle emploi |
| | | ↓ | Nombre de bénéficiaires du RSA (1) | Juil-15 | 19 111 | [-0,1%] | [10,3%] | Caf |
| | | ↓ | Prestations nettes versées (1) | Juil-15 | 10,7 M€ | [-2,9%] | [13,9%] | Caf |
| | | | Cumul | 75,4 M€ | | [15,3%] | | |
| CONSUMMATION | ↓ | Importations de biens de consommation (BC) (2) | Juil-15 | 18,2 M€ | -4,9% | 2,0% | Douanes | |
| | ↓ | Ventes de véhicules neufs aux particuliers | Août-15 | 296 | -11,7% | -12,6% | Somafi | |
| | | | Cumul | 2 545 | | -0,9% | | |
| INVESTISSEMENT | ↑ | Importations de biens d'équipement (BE) (2) | Juil-15 | 37,7 M€ | 18,4% | 5,3% | Douanes | |
| | ↑ | Ventes de véhicules utilitaires | Août-15 | 77 | 6,2% | 15,8% | Somafi | |
| | | | Cumul | 606 | | -8,6% | | |
| COMMERCE EXTERIEUR | ↑ | Exportations (2) | Juil-15 | 14,7 M€ | 36,0% | -14,5% | Douanes | |
| | ↓ | Importations (2) | Juil-15 | 116,9 M€ | -3,0% | -13,5% | Douanes | |
| | | | Cumul | 74,0 M€ | | -35,8% | | |
| | | | Cumul | 703,5 M€ | | -20,6% | | |
| INDICATEURS SECTORIELS | SPATIAL | | Tirs effectués | Cumul à Août-15 | 7 tirs (4 Ariane 5, 1 Soyouz, 2 Vega) | | Arianespace | |
| | | | Satellites lancés | Cumul à Août-15 | 12 satellites | | | |
| | BTP | ↓ | Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag) | Août-15 | 6 077 tonnes | -3,1% | 1,8% | Ciments guyanais |
| | | | | Cumul | 46 788 tonnes | | -17,1% | |
| | INDUSTRIE | ↓ | Exportations d'or en volume (2) | Juil-15 | 85 kilos | -11,2% | -4,9% | Douanes |
| | | ↓ | Exportations d'or en valeur (2) | Juil-15 | 693 kilos | | 7,5% | |
| | | ↓ | Cours de l'once d'or | Août-15 | 2,5 M€ | -14,5% | -6,7% | Douanes |
| | | | | Cumul | 22,3 M€ | | 11,0% | |
| | | | | Août-15 | 1 117,46 \$ | [-1,2%] | [-13,8%] | London Bullion Market Assoc./AFD |
| | AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE | ↓ | Exportations de crevettes (2) | Juil-15 | 28 tonnes | -50,0% | -35,9% | Douanes |
| ↑ | | Exportations de poissons (2) | Juil-15 | 370 tonnes | 34,7% | 101,2% | Douanes | |
| | | | Cumul | 654 tonnes | | 12,1% | | |
| TOURISME | ↑ | Trafic de passagers (arrivées-départs-transits) | Mai-15 | 37 198 | 5,9% | 9,6% | CCIRG | |
| | | | Cumul | 173 929 | | 4,8% | | |

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

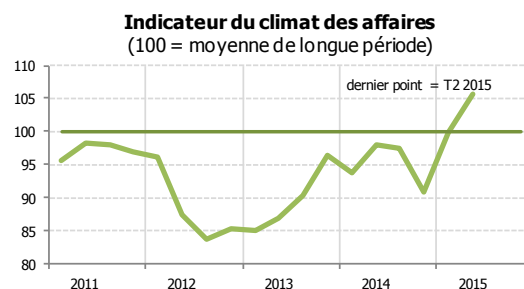
(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateur du climat des affaires : nouvelle amélioration au deuxième trimestre

À l'issue de l'enquête de conjoncture réalisée sur le deuxième trimestre 2015, il ressort une nouvelle amélioration de l'indicateur du climat des affaires (ICA). Il dépasse pour la première fois, depuis 2008, sa moyenne de longue période pour s'établir à 105,8, gagnant ainsi 5,9 points par rapport au trimestre précédent.

Parallèlement, les intentions d'investissement à un an des chefs d'entreprise affichent un léger repli par rapport au trimestre précédent. Elles restent toutefois orientées positivement et suggèrent un climat d'affaires toujours favorable pour le troisième trimestre.

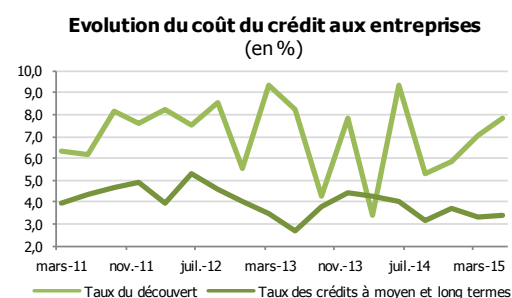


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Coût du crédit : augmentation des taux pour les tranches supérieures

À la Martinique, le taux moyen global pondéré du découvert est en hausse au deuxième trimestre et s'établit à 7,79 % (contre 2,56 % en métropole), sous le seul effet des crédits de la tranche 4 (montants supérieurs à 76 225 €).

De même, le taux moyen global pondéré des crédits à moyen et long termes augmente à 3,41 % (alors que le taux stagne à 2,03 % en métropole).



Source : IEDOM

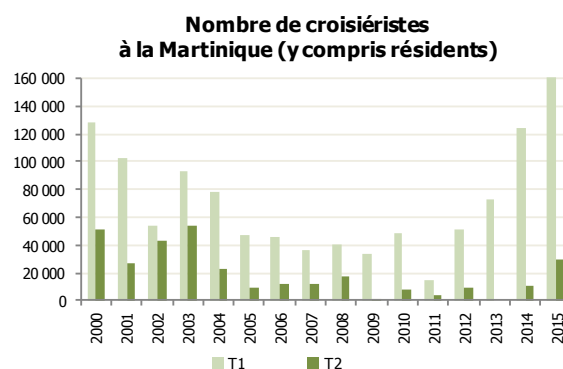
BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Activité touristique : l'hôtellerie peine ; la croisière s'amuse

Le nombre de croisiéristes a presque triplé au deuxième trimestre 2015 (29 942) par rapport à la même période en 2014 (10 181). Fait notable à cette période de l'année, la Martinique a accueilli en juillet 2015 l'escale « test » d'une croisière du groupe Carnival. L'enjeu est important : si la phase d'expérimentation est concluante, la compagnie pourrait reprogrammer la destination à ses parcours habituels. On dénombre ainsi 2 870 croisiéristes cet été, une première depuis 2009 en basse saison. Cette nouvelle s'inscrit dans la tendance positive observée dans le secteur depuis le début de l'année.

À l'inverse, en comparaison avec le premier semestre 2014, la situation du secteur hôtelier à fin juin 2015 s'est dégradée. D'après Ziléa, le taux d'occupation a perdu 4,1 points pour s'établir à 58,4 %, et le chiffre d'affaires (hors taxe) a diminué de 7,1 %.

À ce titre, le Comité Martiniquais du Tourisme (CMT) a récemment rappelé ses objectifs à l'horizon 2020. Le CMT ambitionne de stabiliser l'offre hôtelière, notamment en la modernisant à travers des dispositifs incitatifs comprenant des aides financières et des crédits d'impôts aux professionnels du secteur. Par ailleurs, de nouvelles lignes aériennes devraient voir le jour permettant ainsi de diversifier la clientèle touristique. Aussi, dès le 3 décembre 2015, la compagnie Norwegian Airlines assurera de nouvelles liaisons vers les États-Unis (New-York, Boston et Baltimore).

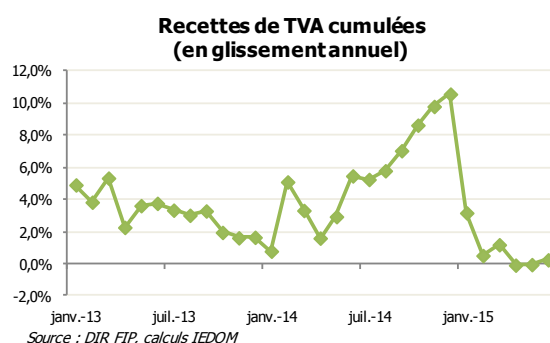


Source : DD PAF

Ralentissement de la consommation des ménages

Corrigé des variations saisonnières, le chiffre d'affaires des hypermarchés cumulé sur les six premiers mois de l'année est de 290 millions d'euros ; il affiche un recul de 0,3 % par rapport au semestre précédent (en lien avec les fêtes de fin d'année). En glissement annuel, il se maintient, affichant une très légère baisse de 0,1%.

Pour leur part, les recettes de TVA évoluent de manière moins marquée que les années précédentes. En juin 2015, elles s'établissaient à 89,5 millions d'euros en cumul depuis le début de l'année, une hausse modeste de 0,2 % par rapport au même mois de l'année 2014 (89,3 millions d'euros cumulés à cette période).



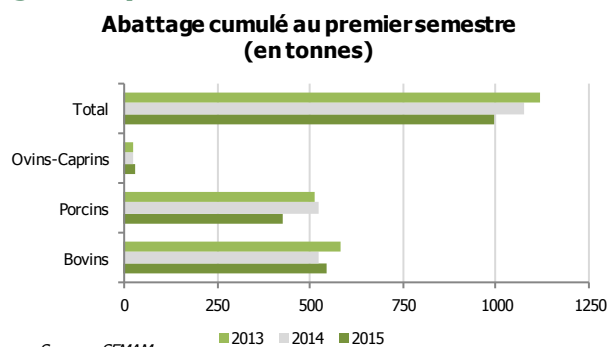
Source : DIR FIP, calculs IEDOM

Agriculture : la filière élevage en difficulté, fragilisée par la sécheresse

A fin juin 2015, les abattages totaux cumulés sur le semestre représentent 998 tonnes et reculent de 7,3 % par rapport au premier semestre 2014, sous l'effet de la baisse des abattages de porcins (-18,9 %), tandis que les abattages augmentent pour les bovins (+3,7 %), les ovins et les caprins (+8,3 %).

Parallèlement, les éleveurs martiniquais doivent faire face à des difficultés accrues : depuis le mois de mai, ils sont confrontés à une grande sécheresse (30 % de précipitations en moins depuis le début de l'année par rapport à la moyenne de long terme, dont un déficit record de 79 % en mai). Cette sécheresse devrait d'ailleurs toucher la production agricole dans son ensemble.

Face aux difficultés des professionnels des filières d'élevage à la Martinique, comme au niveau national, le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt a confirmé l'application à l'outre-mer des mesures du Plan national de soutien à l'élevage français lancé en juillet dernier.



ACTUALITÉS RÉGIONALES

Tempête Erika : un bilan lourd à la Dominique

Le passage de la tempête Erika, le 27 août dernier, a durement frappé l'île de la Dominique, engendrant d'importantes pertes humaines et matérielles. Des moyens humains, matériels et financiers ont été rapidement mobilisés par les Etats de la Caraïbe pour apporter à la Dominique l'aide nécessaire. En termes financiers, le gouvernement dominiquais évalue aujourd'hui le montant des réparations aux infrastructures clés (routes, ponts, aéroport) à plus d'un demi-milliard de dollars, un chiffre qui ne prend donc pas encore en compte les dégâts causés aux habitations. La Dominique reste par ailleurs très vulnérable : les sols ont été fragilisés par le passage de la tempête et les glissements de terrain demeurent fréquents.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

| | | | Données brutes | Variation mensuelle | Glissement annuel |
|---|---|-------------------------------|----------------|---------------------|-------------------|
| Prix (source : INSEE) | Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) | - juillet 2015 | 131,8 | +0,3 % | +0,8 % |
| Chômage (source : DIECCTE) | Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) | - juillet 2015 | 44 853 | +1,1 % | -0,5 % |
| Allocations chômage (source : Pôle emploi) | Nombre d'allocataires de Pôle emploi | - juin 2015 | 22 462 | +1,0 % | +5,3 % |
| RSA (source : CAF) | Nombre de bénéficiaires payés <i>Données consolidées</i> | - juin 2015 | 45 229 | - | +0,6 % |
| Commerce extérieur (source : Douanes) | Importations (millions d'euros) | - juillet 2015 | 211,3 | -7,8 % | -20,8 % |
| | Hors produits pétroliers | | 186,0 | -11,8 % | +7,7 % |
| | Exportations (millions d'euros) | - juillet 2015 | 40,3 | -28,1 % | -20,5 % |
| | Hors produits pétroliers | | 17,0 | -24,3 % | +5,0 % |
| | Taux de couverture mensuel | - juillet 2015 | 19,1 % | | +0,1 pt |
| | Hors produits pétroliers | | 9,1 % | | -0,2 pt |
| Grande distribution (source : DIECCTE) | Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros) | - juin 2015 - cumul annuel | 44,0 275,0 | -9,9 % | -0,4 % -0,2 % |
| Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM) | Personnes physiques en interdiction bancaire | - juillet 2015 | 15 336 | -0,3 % | -7,4 % |
| | Personnes morales en interdiction bancaire | - juillet 2015 | 2 413 | 0,0 % | -3,6 % |

INDICATEURS SECTORIELS

| | | | Données brutes | Variation mensuelle | Glissement annuel |
|---|--|----------------|----------------|---------------------|-------------------|
| Trafic aéroportuaire (source : SAMAC) | Nombre de passagers (hors transit) | - juin 2015 | 108 967 | -7,2 % | -1,7 % |
| | | - cumul annuel | 833 835 | | -2,3 % |
| Trafic maritime (source : DD PAF) | Nombre de croisiéristes | - août 2015 | 0 | nd | nd |
| | | - cumul annuel | 192 919 | | +40,1 % |
| Construction (source : Ciments Antillais) | Ventes de ciment (tonnes) | - juin 2015 | 16 919 | +21,1 % | +4,0 % |
| | | - cumul annuel | 91 906 | | +0,8 % |
| Immatriculations (source : AAA) | Véhicules particuliers neufs (VPN) | - août 2015 | 710 | -25,8 % | +8,1 % |
| | Véhicules utilitaires neufs (VUN) | - août 2015 | 136 | -20,0 % | +61,9 % |
| | Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs) | | 8 035 | | +10,3 % |

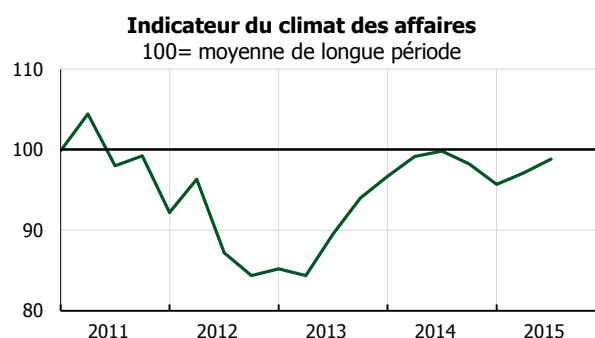
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le climat des affaires confirme un palier favorable au 2^e trimestre 2015

Après un certain attentisme fin 2014, l'indicateur du climat des affaires progresse de nouveau au second trimestre 2015. A 98,8 points, il s'établit proche de son niveau moyen enregistré en 2014, année marquée par le retour d'une croissance économique plus soutenue (+3,1 % selon l'Insee). La composante passée de l'indice témoigne de la bonne tenue de la conjoncture économique, notamment en termes d'activité. Cette composante repasse ainsi au-dessus de sa moyenne de longue période et explique l'essentiel de la hausse générale. La composante future s'améliore, mais reste encore défavorable.

La consommation des ménages retrouve de la vigueur ce trimestre mais quelques signes de tassement, déjà observés le trimestre dernier, persistent tout de même. La bonne tenue de la conjoncture économique ne se concrétise toujours pas sur le marché du travail : le manque de visibilité et la volonté de maîtrise des coûts pèsent sur l'emploi. L'investissement est une nouvelle fois morose. Les perspectives d'une reprise durable restent donc encore fragiles.

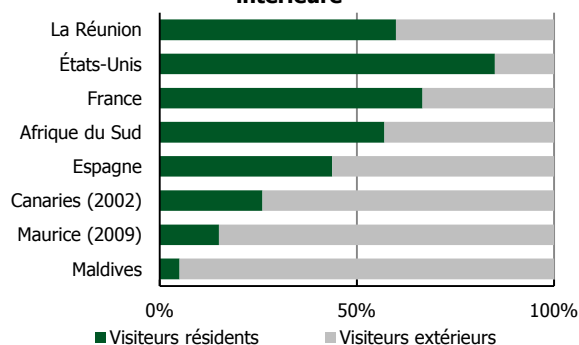
Les « tendances conjoncturelles » au 2^e trimestre 2015 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Compte satellite du tourisme 2010 : la clientèle locale, soutien du tourisme réunionnais

Répartition de la consommation touristique intérieure



Sources : CEROM, Compte satellite du tourisme ; OMT

Estimée à 1,2 milliard d'euros en 2010, la consommation touristique intérieure progresse à La Réunion à un rythme soutenu entre 2005 et 2010, années où ont été élaborés des comptes satellites du tourisme. Elle est tirée par la clientèle locale, dont les comportements de consommation se portent plus largement sur les services de loisirs et de voyages. Le poids important des résidents, qui consomment 60 % de l'ensemble de la dépense touristique de La Réunion en 2010, est une caractéristique commune à la plupart des économies développées, dans lesquelles le secteur touristique s'appuie sur une consommation interne mature. Bien qu'il soit modeste (2,3 % de la valeur ajoutée), le poids de l'industrie touristique dans l'économie est supérieur à celui de secteurs traditionnels de l'île, tels que l'agriculture et la pêche ou l'industrie agroalimentaire.

L'étude est disponible sur le [site CEROM](#).

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

| | | | Données brutes | Glissement mensuel | Glissement annuel |
|---|--|--------------|----------------|--------------------|-------------------|
| Prix (Insee) | Indice général des prix à la conso. - La Réunion | Juillet 2015 | 131,7 | +1,0 % | +0,2 % |
| | IPC France entière | | 127,9 | -0,4 % | +0,2 % |
| Octroi de mer (Trésorerie générale) | Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros) | Août 2015 | 24 489 | -8,2 % | 0,0 % |
| | Cumul (milliers d'euros) | | 197 393 | - | +1,4 % |
| Commerce extérieur (Douanes) | Importations (millions d'euros) | Juin 2015 | 405,6 | +15,5 % | -1,2 % |
| | Cumul (millions d'euros) | Cumul Juin | 2 233,4 | - | -1,5 % |
| | Exportations (millions d'euros) | Juin 2015 | 21,2 | +2,8 % | -2,7 % |
| | Cumul (millions d'euros) | Cumul Juin | 131,9 | - | -5,3 % |
| Demandeurs d'emploi (DTEFP) | Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS) | Juillet 2015 | 136 650 | -0,3 % | +0,9 % |

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

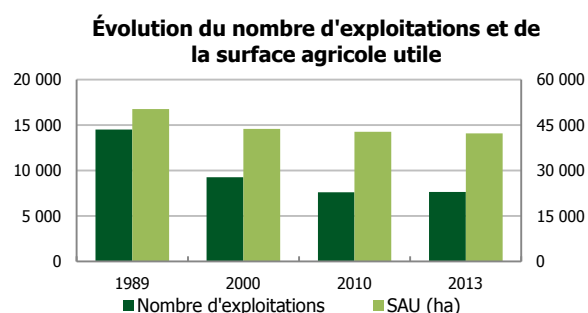
| | | | Données brutes | Glissement mensuel | Glissement annuel |
|--|--|-------------------------------------|----------------|--------------------|-------------------|
| Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds) | Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds | <i>Juillet 2015</i> | 223 479 | +50,8 % | +7,1 % |
| | Cumul | <i>cumul Juillet</i> | 1 185 033 | - | +3,5 % |
| Fréquentation des hôtels classés (Insee) | Nombre de nuitées | <i>2^e trimestre 2015</i> | 231 000 | +1,2 % | +12,2 % |
| | Cumul | <i>cumul Juin</i> | 459 300 | - | +7,6 % |
| Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP) | Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros) | <i>Juin 2015</i> | 9 901 | - | -14,6 % |
| | Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes) | <i>Juin 2015</i> | 153,2 | - | -6,4 % |
| | Effectifs salariés du BTP | <i>Juillet 2015</i> | 16 372 | +0,6 % | +2,0 % |

Un plan d'actions en faveur de la jeunesse ultramarine

La ministre des Outre-mer et le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports ont lancé le 3 septembre 2015 le Plan jeunesse outre-mer. Ce plan, qui bénéficiera à près de la moitié de la population des outre-mer, s'articule autour de cinq grandes priorités : La réussite éducative, la transition entre la formation et l'emploi, l'autonomie et la prise d'initiatives des jeunes, l'insertion professionnelle et sociale, la lutte contre la délinquance et la promotion du « vivre ensemble ». En s'appuyant sur des dispositifs déjà existants, il relève de plusieurs ministères (ville, éducation nationale, enseignement supérieur, travail, sport, justice et outre-mer) et représente un montant annuel de 300 millions d'euros. Les Préfets présenteront en réunion semestrielle le suivi des différentes mesures.

Ce plan se décline en 110 mesures consultables sur le [site du ministère des outre-mer](#).

Le modèle agricole réunionnais résiste : l'emploi et les surfaces exploitées se stabilisent



Sources : Agreste - Enquête sur la structure des exploitations 2013, Recensements agricoles 1989, 2000 et 2010

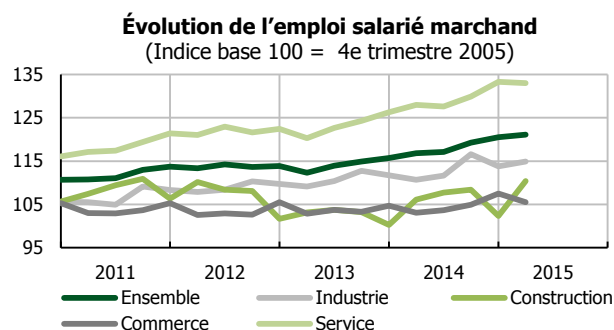
Le nombre d'exploitations et les surfaces agricoles restent stables entre 2010 et 2013 (7 600 exploitations pour 42 000 hectares de surface agricole utile). Les exploitations spécialisées en canne à sucre restent largement majoritaires (3 000 exploitations) tandis que celles consacrées au maraîchage se développent (21 % des exploitations contre 16 % en 2010). L'ensemble des exploitations agricoles regroupe 15 000 actifs permanents. Parallèlement, La population des chefs d'exploitation et co-exploitants vieillit : en 2013, un agriculteur sur cinq seulement a moins de 40 ans, contre deux agriculteurs sur cinq en 2000.

L'étude est disponible sur le [site de la DAAF](#).

L'emploi salarié marchand progresse au 1^{er} trimestre 2015

Au 1^{er} trimestre 2015, l'emploi salarié marchand progresse à nouveau (+0,5 %), mais plus modérément qu'aux trimestres précédents. La construction est le principal moteur de cette croissance. Les effectifs de ce secteur augmentent de 7,9 % du fait de la sortie de la période des congés. Ce rebond est plus marqué qu'il y a un an à la même période (+5,8 %). En revanche, l'emploi recule dans le commerce (baisse saisonnière) mais aussi dans les services, avec notamment une forte baisse des effectifs dans les services administratifs et de soutien et dans l'information et la communication. Sur un an, l'emploi progresse de 3,6 %.

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).



Source : Boredeaux Urssaf - Traitement Insee Epure

La baisse des créations d'entreprises perdue

Après un fort repli au 1^{er} trimestre, la création d'entreprises à La Réunion est de nouveau en baisse au 2^e trimestre 2015 (-1,3 %), mais moins qu'au niveau national (-4,9 %). Cette baisse est accentuée par une nouvelle chute des créations sous le statut d'auto-entrepreneur (-16 %). Elles ne représentent à La Réunion que 18 % des créations, contre 42 % en France. Hors auto-entreprises, la création progresse de 2,8 %.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

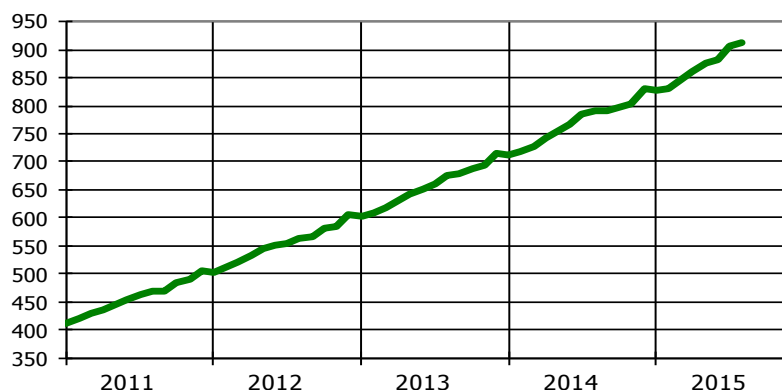
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes de billets

En août 2015, les émissions nettes de billets ont augmenté de 7,2 millions d'euros, après une hausse de 22,8 millions le mois précédent, et s'établissent à 913,1 millions d'euros en données cumulées.

Le nombre de billets émis en août (16,7 millions) est constitué à 70,1 % par la coupure de 50 € (qui représente 64,3 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en valeur qu'en nombre, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc appréciée de 20 centimes pour s'établir à 54,57 € au 31 août 2015.

Émissions nettes cumulées de billets



Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Dotation pour les équipements scolaires : l'État débloque 11,0 millions d'euros de crédit pour les communes

Réunis autour du Préfet et du Président de l'association des maires, les membres de la Commission consultative départementale de répartition de la Dotation spéciale de construction et d'équipements des établissements scolaires (DSCEES) ont procédé à l'attribution des subventions accordées aux communes au titre de l'année 2015. Ainsi, 9,5 millions d'euros seront versés pour les constructions et rénovations scolaires et les finitions de certains chantiers. Cette dotation a pour objectif le financement de 134 salles de classe (113 en construction et 21 en rénovation) et 5 réfectoires, permettant ainsi de répondre en partie à la double problématique de la progression importante des effectifs scolaires et du manque d'infrastructures sur l'île. De ce fait, 70,0 % de l'enveloppe est consacré aux quatre communes dont le taux de rotation scolaire est le plus fort.

Couplé avec l'abondement de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DTER), il en résulte une enveloppe de plus de 11,0 millions d'euros que l'État va engager d'ici la fin de l'année 2015 pour les équipements scolaires.

L'Agence française de développement (AFD) octroie un prêt de 4,0 millions d'euros à la commune de Koungou

Dans le but de soutenir la politique d'investissement de la commune de Koungou, l'AFD accorde un prêt de 4,0 millions d'euros à la localité. Cette opération fait suite à un premier prêt du même montant déjà alloué à la même commune en décembre 2014. Le prêt officialisé début août vient donc consolider le programme d'investissement entamé par la ville de Koungou, dont certaines actions sont déjà engagées, constitué principalement de travaux d'aménagement urbain et d'infrastructures publiques (travaux d'assainissement, sécurisation de voie publique, etc.).

L'INSEE publie les résultats de l'étude sur les déplacements domicile-travail des mahorais

En s'appuyant sur les données du recensement 2012, l'INSEE a réalisé une étude permettant de mesurer plus finement les flux de déplacement des mahorais entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail. Les embouteillages autour de la ville de Mamoudzou étant un élément caractéristique de la vie à Mayotte, cette étude permet de mieux comprendre ce fait et ses causes.

Il apparaît ainsi une concentration de l'emploi autour de Mamoudzou alors que les actifs sont dispersés. Ce phénomène, classique en Outre-mer, est connu depuis longtemps, mais les résultats de l'étude permettent de le quantifier.

En effet, Mamoudzou concentre plus de la moitié des emplois à Mayotte (18 000, soit 54,0 %) dont 9 400 (52,0 %) sont occupés par des actifs non résidents dans la commune. 5 100 personnes arrivent chaque jour dans la ville chef-lieu par l'entrée sud pour venir y travailler, 2 500 par l'entrée nord et 1 800 depuis la Petite-terre. De plus, 13 300 personnes exercent leur métier en dehors de leur commune de résidence, soit 4 emplois mahorais sur 10.

L'étude s'intéresse également aux moyens de transport utilisés par les mahorais pour se rendre sur leur lieu de travail. Dans un territoire où les transports publics urbains et interurbains sont peu développés et où les taxis font office de mode de transport collectif, la voiture, privilégiée par 14 000 personnes (43,0 %), représente le mode de transport principal pour se rendre au travail. 10 000 personnes (31,0 %) utilisent les transports collectifs pour aller travailler tandis que 17,0 % s'y déplacent en marchant et 9,0 % s'y rendent en deux roues.

L'INSEE publie des tableaux complets et détaillés par commune, disponibles en téléchargement sur son [site](#).

Réforme de l'octroi de mer : parution du décret d'application

Le décret d'application de la loi du 28 juin 2015, relatif à la réforme de l'octroi de mer, est paru au Journal officiel le 28 août 2015. Cette loi s'inscrit dans le cadre de la décision du Conseil de l'Union européenne du 17 décembre 2014, qui reconduit, jusqu'au 31 décembre 2020, le système de différentiels de taxation entre les productions locales (octroi de mer interne) et les importations (octroi de mer externe) dans les cinq départements d'outre-mer afin de compenser leurs handicaps structurels.

Entrée en vigueur depuis le 1^{er} juillet, le Gouvernement s'était engagé à ce que cette réforme communautaire se traduise en droit interne à la même date afin d'éviter toute rupture de continuité dans la mise en œuvre du dispositif. Contribuant à hauteur de 40,0 % des recettes fiscales des communes d'outre-mer, les recettes de l'octroi de mer sont un élément important de financement de leur budget de fonctionnement et d'investissement.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

| LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE | | | | Données brutes | Variation sur 1 mois | Variation sur 12 mois |
|---|--|------------|---------|----------------|----------------------|-----------------------|
| Prix (source : INSEE) | Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006 | | juil-15 | 118,1 | -0,2% | -0,5% |
| Chômage (source : Pôle Emploi) | Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A | | mars-15 | 10 787 | 3,9% | 26,0% |
| Commerce extérieur (Source : Douanes) | Importations (en milliers d'euros) | mensuelles | mars-15 | 40 551 | 21,2% | 0,0% |
| | (hors hydrocarbures) | cumulées | mars-15 | 110 639 | - | 7,6% |
| | Exportations (en milliers d'euros) | mensuelles | mars-15 | 731 | 131,9% | 31,6% |
| | | cumulées | mars-15 | 1 318 | - | 18,9% |
| | Taux de couverture | mensuel | mars-15 | 1,80% | 0,86 pt | 0,90 pt |
| | | cumulé | mars-15 | 1,19% | 0,35 pt | 0,28 pt |

| LES SECTEURS D'ACTIVITÉ : | | | | Données brutes | Variation sur 1 mois | Variation sur 12 mois |
|--|---|------------|---------|----------------|----------------------|-----------------------|
| Trafic aéroporuaire (Source : Aéroport de Mayotte) | Mouvements d'appareils ⁽¹⁾ | mensuels | mars-15 | 439 | 27,6% | 9,5% |
| | | cumulés | mars-15 | 1 320 | - | 11,1% |
| | Nombre de passagers (arrivées+départs) | mensuels | mars-15 | 22 027 | 34,7% | 3,8% |
| | | cumulés | mars-15 | 64 590 | - | 4,6% |
| | Fret et envois postaux (en tonnes) (départs) | mensuels | mars-15 | 25,3 | -12,9% | -7,1% |
| | | cumulés | mars-15 | 78,4 | - | 2,1% |
| BTP (Source : Douanes) | Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes) | mensuelles | mars-15 | 602 | -80,4% | -8,0% |
| | | cumulées | mars-15 | 16 805 | - | 56,7% |
| Electricité (Source : EDM) | Nombre d'abonnés (cumul) | | mars-15 | 41 024 | 0,3% | 2,6% |
| | Consommation ⁽³⁾ (en Mwh) | cumulée | mars-15 | 70 381 | - | 6,2% |
| Hydrocarbures (Source : TOTAL) | Consommation (en milliers de litres) | mensuelle | mars-15 | 10 813 | 6,3% | 6,4% |
| | | cumulée | mars-15 | 30 883 | - | 4,0% |
| Automobile (Source : Préfecture) | Immatriculations de véhicules neufs | mensuelles | mars-15 | 212 | 1,0% | 12,8% |
| | | cumulées | mars-15 | 634 | - | 11,2% |
| | Immatriculations de véhicules d'occasion | mensuels | mars-15 | 492 | -8,6% | -32,0% |
| | | cumulées | mars-15 | 1 515 | - | -31,1% |
| Poissons d'élevage (Source : Douanes) | Exportations : | | | | | |
| | - en tonnes | mensuelles | mars-15 | 1,8 | 105,8% | - |
| | | cumulées | mars-15 | 3,6 | - | - |
| | - en milliers euros | mensuelles | mars-15 | 18,1 | 109,4% | - |
| | | cumulées | mars-15 | 35,6 | - | - |

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

| | | |
|--|--------|--------------|
| Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème | taux | date d'effet |
| Taux de la facilité de prêt marginal | 0,05% | 10/09/2014 |
| Taux de la facilité de dépôt | 0,30% | 10/09/2014 |
| | -0,20% | 10/09/2014 |

Taux d'intérêt légal 2ème semestre 2015 - JORF du 24/06/2015

| | | | | | | | | | | | |
|---|-------|------------------|-------|-----|-------|-----|-------|------|-------|------|-------|
| Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) : | 4,29% | Livret A et bleu | 0,75% | LDD | 0,75% | LEP | 1,25% | PEL* | 2,00% | CEL* | 0,50% |
| Autres cas : | 0,99% | | | | | | | | | | |

* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

| | | | | | | | |
|------------|-------------|----------------|-------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Mai | Juin | Juillet | Août | 1 mois | 3 mois | 6 mois | 1 an |
| -0,0800% | -0,0600% | -0,1020% | -0,1100% | -0,0980% | -0,0330% | 0,0390% | 0,1600% |

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

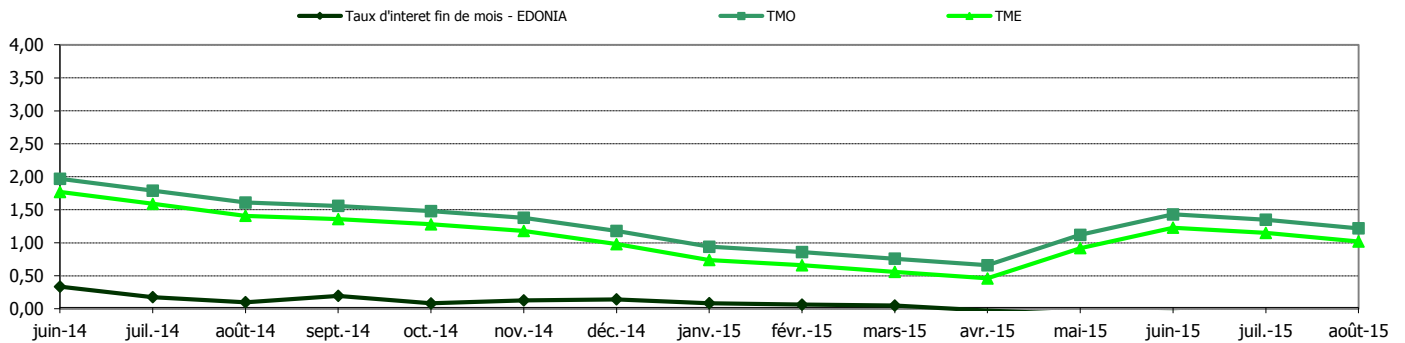
| | | | | | | | |
|------------|-------------|----------------|-------------|------------|-------------|----------------|-------------|
| Mai | Juin | Juillet | Août | Mai | Juin | Juillet | Août |
| 0,92% | 1,23% | 1,15% | 1,02% | 1,12% | 1,43% | 1,35% | 1,22% |

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} juillet 2015)

| <u>Crédits aux particuliers</u> | Seuils de l'usure | Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
|---|-------------------|--|--------------------------|
| Prêts immobiliers | | | |
| Prêts à taux fixe | 4,13% | Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament | 7,45% |
| Prêts à taux variable | 3,76% | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable | 2,81% |
| Prêts-relais | 4,53% | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe | 3,45% |
| Autres prêts | | Découverts en compte | 13,24% |
| Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros | 20,04% | Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans | 2,52% |
| Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros | 13,83% | Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | Seuils de l'usure |
| Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros | 8,48% | Découverts en compte | 13,24% |

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

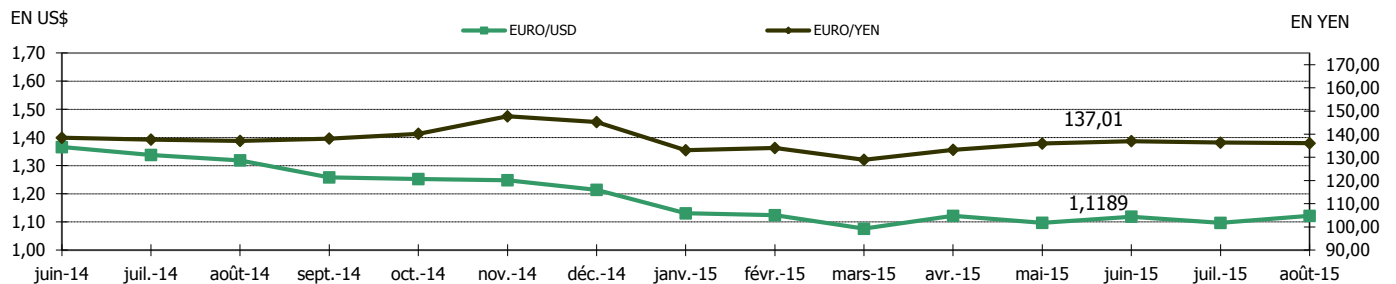
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

| | | | | | |
|-----------------------------------|-----------|----------------------------------|---------|-------------------------------------|-----------|
| EURO/USD (Etats-Unis) | 1,1215 | EURO/ZAR (Afrique du sud) | 14,9546 | EURO/SRD (Surinam) | 3,7847 |
| EURO/JPY (Japon) | 136,0700 | EURO/BWP (Botswana) | 11,5579 | EURO/ANG (Ant. Néerl.) | 2,0068 |
| EURO/CAD (Canada) | 1,4863 | EURO/SCR (Seychelles) | 14,2431 | EURO/DOP (Rép. Dom.) | 50,324 |
| EURO/GBP (Grande-Bretagne) | 0,7225 | EURO/MUR (Maurice) | 39,4077 | EURO/BBD (La Barbade) | 2,2421 |
| EURO/SGD (Singapour) | 1,5842 | EURO/BRL (Brésil) | 4,0671 | EURO/TTD (Trinité et Tobago) | 7,1115 |
| EURO/HKD (Hong-Kong) | 8,6920 | EURO/VEF (Vénézuéla) | 7,0543 | EURO/XPF (COM Pacifique) | 119,33170 |
| EURO/MGA (Madagascar) | 3693,9274 | EURO/XCD (Dominique) | 3,0271 | EURO/FC (Comores) | 491,96775 |

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

| | | | | | |
|-----------------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| 1 EURO = | 40,3399 BEF | 6,55957 FRF | 40,3399 LUF | 200,482 PTE | 15,6466 EEK |
| | 1,95583 DEM | 0,787564 IEP | 2,20371 NLG | 5,94573 FIM | |
| | 166,386 ESP | 1936,27 ITL | 13,7603 ATS | 340,750 GRD | |
| | 239,640 SIT | 0,585274 CYP | 0,429300 MTL | 30,1260 SKK | |

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé en septembre 2015 - Dépôt légal : septembre 2015 - ISSN 2427-9781 (en ligne)